

M. EDWARDS: Cela s'applique-t-il également à l'industrie des meubles?

M. ROSS (Moose-Jaw): C'est un exemple qu'il nous faut—c'est ce que nous désirerions—des avantages d'un abaissement sensible des droits pour l'industrie dans l'est du Canada, qui emploient ensuite plus de Canadiens, et les rémunèrent davantage...

M. SPENCE: Pourquoi n'êtes-vous pas juste, et n'admettez-vous pas que depuis cinq ans nous avons souffert de la dépression?

M. THORSON: Monsieur le président, il y a un instant, l'honorable député de Mont-Royal (M. Walsh) a fait une assertion que je ne puis accepter. Il a parlé de la classe agricole comme dépendant des ouvriers industriels. Il est temps que les Canadiens comprennent l'attitude que nous devrions adopter touchant la véritable richesse du pays. Je prétends, sans crainte d'être contredit, que l'industrie au Canada doit compter sur l'agriculture, qu'elle a toujours compté sur elle et qu'il en sera toujours ainsi. Depuis qu'elle a été révolutionnée, l'industrie a toujours dû compter sur l'agriculture.

M. BAKER: Et l'agriculture doit compter sur l'industrie.

M. THORSON: La révolution industrielle n'aurait jamais pu avoir lieu n'eût été l'excédent de denrées et de matières premières que pouvaient produire certains grands territoires. C'est ce qui a permis la division du travail et l'accroissement de richesses qui en a résulté. La révolution industrielle n'aurait pas pu se produire en Grande-Bretagne sans les immenses territoires qui dans le Nouveau Monde pouvaient produire un excédent de denrées et de matières premières. Depuis ce temps-là l'industrie a dû compter sur l'agriculture et sur les industries essentielles qui se rattachent à la production soit des denrées alimentaires, soit des matières premières. Notre pays devrait donc, à mon avis, se rendre compte de la politique fiscale et douanière qu'il lui convient d'adopter.

Sous le régime précédent, on a adopté une attitude bien différente. On a dit que l'on pouvait résoudre notre problème du chômage en élevant les droits douaniers et en fabriquant nos propres produits, mais ces politiques ont échoué complètement. Pour moi, le moment est venu de baser notre politique sur ce qui accroîtra notre vraie richesse. Nos produits de base sont notre vraie richesse, mais cette richesse, aussi précieuse soit-elle, ne vaut rien à moins que nous fassions en sorte de la propager. Or, nous ne pouvons pas distribuer cette richesse essentielle du pays à moins d'acheter des produits manufacturés à l'étranger. C'est la première chose que

tous les Canadiens ont besoin d'apprendre. C'est ainsi que nous accroîtrons la richesse de tout le pays. Cela aura pour effet d'accroître le pouvoir d'achat de nos producteurs du sol et ainsi ils seront mieux en mesure d'acheter des articles des industries auxiliaires.

Ceux d'entre nous qui sont partisans de tarifs douaniers peu élevés ne veulent pas léser l'industrie. Nous estimons que l'on peut dans notre pays se livrer à diverses occupations et nous sommes disposés à faire des sacrifices à cet égard, mais nous ne voulons pas qu'ils soient trop élevée. Ces initiatives ne nous ont coûté que trop cher. L'honorable député de Mont-Royal a dû envisager l'état de choses du mauvais côté. Quand il a dit que l'agriculture dépendait de l'industrie il a dû faire erreur, car, à mon sens, c'est le contraire. En réalité tout le pays dépend de la prospérité de ceux qui sont les producteurs de notre richesse essentielle, cette richesse essentielle est la production de base du Canada.

M. WALSH: Pour revenir au numéro en discussion je dirai que j'approuve en grande partie ce que vient de dire l'honorable député de Selkirk. Je reconnais le rôle que joue l'agriculture dans tous les pays. Je ne veux pas dire que les industries secondaires sont essentielles au développement de notre pays. Mais ce que je demande instamment à nos amis de l'Ouest, c'est de reconnaître qu'il existe une industrie secondaire au Canada qu'il faut protéger, si l'on veut qu'elle survive. Si le numéro du tarif que nous discutons comporte un droit trop élevé, le ministre des Finances et les fonctionnaires de son département sont mieux en mesure de le savoir que quiconque d'entre nous à quelque parti qu'il appartienne.

Je suis absolument certain qu'un ministre des Finances ne cherchera jamais, de propos délibéré, à nuire à une industrie quelconque de notre pays. J'ai confiance que jamais un ministre des Finances ne cherchera à accorder aux industries de transformation du pays une protection qui puisse leur permettre de réaliser des profits excessifs. En établissant un tarif douanier, il est difficile d'éviter tout excès dans un sens ou dans l'autre. Notre but devrait être de chercher le juste milieu qui assurerait à l'industrie la mesure de protection dont elle a besoin pour survivre.

Je désire que mes honorables amis de l'Ouest se rendent compte que personne dans l'Est ne méconnaît le rôle que joue le cultivateur de l'Ouest, ou l'utilité de la classe agricole de notre pays. Les industries de transformation doivent compter sur la puissance d'achat des gens des industries primaires, tout comme il leur faut compter sur un tarif douanier raisonnable. Sans la puissance d'achat de ceux qui représentent les industries primaires